



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/EADS-BAE-quand-Sarkozy-voulait>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **EADS / BAE : quand Sarkozy voulait troquer aéronautique contre nucléaire à l'Allemagne**

1er octobre 2012

## **EADS / BAE : quand Sarkozy voulait troquer aéronautique contre nucléaire à l'Allemagne**

Source : Le Blog Finance

<https://www.leblogfinance.com/2012/10/eads-bae-quand-sarkozy-voulait-troquer-aeronautique-contre-nucleaire-a-lallemagne.html>

## **EADS / BAE : quand Sarkozy voulait troquer aéronautique contre nucléaire à l'Allemagne**

Elisabeth Studer —> [Actualités](#), [Economie](#), [Energies](#), [Valeurs du CAC40](#) [Pas de commentaire](#)

Alors que EADS/BAE, géants européens de l'aéronautique et la défense, tentent de freiner l'appétit de l'Allemagne, cette dernière ne cachant pas son souhait d'entrer au capital, il est somme tout intéressant de reprendre la stratégie que semblait vouloir mettre en application Nicolas Sarkozy en le domaine en mai 2008. Ce dernier ayant visiblement alors pour « ambition » de tronquer aéronautique contre nucléaire ... et donc EADS contre Areva via un petit arrangement qu'il tentait de faire accepter à Angela Merkel.

Selon le Financial Times, en date du 19 mai 2008, Nicolas Sarkozy aurait en effet souhaité « marquer son règne » par la constitution d'un géant du nucléaire français, bâti autour d'Areva. Il se serait alors heurté pour ce faire à l'Allemagne, et plus particulièrement à la chancelière allemande, laquelle ne semblait alors aucunement disposée « de prime abord » à ce que l'allemand Siemens lâche du lest sur le dossier.

Mais c'est sans compter sur la « force de persuasion » du Président français et de ses influents « amis », tels que Martin Bouygues et Arnaud Lagardère, pour proposer un deal dont le principal élément serait de « troquer » aéronautique (EADS/Airbus) contre nucléaire. Histoire Également (ou principalement ?) qu'aucun obstacle ne vienne désormais freiner les « ambitions » de Bouygues en la matière ?

Nouvelle jugée alors comme explosive s'il en est, plus [de 50.000 emplois étant directement concernés en France](#), et ce, tout particulièrement au niveau d'Airbus, de ses partenaires et sous-traitants.

### **- Vers un Areva français contre un EADS allemand ?**

Selon le Financial Times – en conformité avec son approche « interventionniste » – Nicolas Sarkozy aurait alors pour objectif de faire de la France le champion inégalé du nucléaire en Europe.

Mais un tel projet suppose une gigantesque remise à plat du secteur  industriel à une échelle qui n'avait plus été observée depuis la vague de nationalisation du début des années 80, lors de la présidence de François Mitterrand, fait néanmoins remarquer le journal anglo-saxon, non sans quelque ironie.

Selon le Financial Times le « pragmatique Mr Sarkozy » semble préparer un « deal » avec les Allemands selon lequel la France renoncerait – en faveur de l'Allemagne – à son ambition quasi-séculaire de devenir un leader européen de l'industrie aéronautique, Berlin acceptant en retour de revenir sur ses propres ambitions dans le domaine nucléaire.

En pratique, affirmait à en mai 2008 le journal, cela signifierait que les Allemands obtiennent le leadership sur EADS en contrepartie de la mainmise du groupe nucléaire public français Areva sur la participation de l'allemand Siemens.

Si, affirmait le FT, il ne s'agirait que d'un éventuel scénario circulant dans les hautes sphères du pouvoir, l'affaire aurait été assez sérieuse pour inquiéter la communauté aéronautique française, et tout particulièrement les syndicats.

### **- Participation d'Alcatel-Lucent dans Thales dans la balance ?**

Confirmant des rumeurs parues dans la presse, le FT précisait alors également que l'Elysée envisagerait de faire vendre à EADS la participation qu'Alcatel-Lucent détient dans Thales.

L'opération aurait pour « mérite » de rassurer l'Allemagne face aux « risques » de voir émerger un nouveau concurrent de taille dans le secteur de l'industrie de défense, en cas de rapprochement entre Thales et Safran. Lequel verrait son « avenir » compromis par la prise de contrôle partielle d'EADS.

Cette « concession » française aurait pour but de convaincre Angela Merkel de ne plus s'opposer au projet de fusion Alstom-Areva, laissant ainsi le champ libre à un rapprochement entre le groupe nucléaire français et Alstom .... et un éventuel accord entre Areva et Bouygues.

### **- Voie royale pour Bouygues vers une fusion Alstom/Areva ?**

« La balle est dans le camp du gouvernement », déclarait alors, Patrick Kron, le PDG d'Alstom, dans un entretien au Journal des Finances, à propos d'une possible fusion avec Areva.

Or, d'après un article du Canard Enchaîné, le dossier de la privatisation d'Areva avait alors été rouvert à la demande de l'Elysée. Pour rappel, le projet avait été mis en sourdine en septembre 2007, avec les premières conclusions des conseils mandatés par l'Etat, McKinsey et HSBC, relativement pessimistes sur les bienfaits potentiels d'un mariage entre Alstom et Areva..

Mais, d'après le Canard Enchaîné, les spécialistes de l'Elysée et de Bercy auraient cette fois élaboré un montage financier prévoyant la fusion d'Areva et d'Alstom à travers une holding de tête dont

Bouygues contrôlerait 35% « et l'Etat, pour sauver les apparences, 18%, le reste étant placé en Bourse ».

Areva et Alstom seraient chacun valorisés au même montant de 20 milliards d'euros, constituant ainsi « un cadeau implicite de près de 3 milliards d'euros à Bouygues », estimaient pour leur part les analystes de CM-CIC Securities.

Selon eux, » la part de Bouygues dans l'ensemble représenterait en conséquence 14 milliards d'euros, pour une valeur en Bourse actuel de 7.4 milliards d'euros (35% d'Alstom), plus 9.5 milliards d'euros (35% d'Areva), soit près de 17 milliards d'euros ».

Sources : Financial Times, Canard Enchaîné, La Vie Financière, Challenges